



CHAPITRE 66

Loi sur la capacité juridique de la femme mariée

[Sanctionnée le 18 juin 1964]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

C. c., aa.
174-184,
remp.

1. Les articles 174 à 184 du Code civil sont remplacés par les suivants:

"174. La femme concourt avec le mari à assurer la direction morale et matérielle de la famille, à pourvoir à son entretien, à élever les enfants et à préparer leur établissement.

La femme exerce seule ces fonctions lorsque le mari est hors d'état de manifester sa volonté en raison de son incapacité, de son absence, de son éloignement ou de toute autre cause.

"175. La femme est obligée d'habiter avec le mari, qu'elle doit suivre pour demeurer partout où il fixe la résidence de la famille. Le mari est tenu de l'y recevoir.

Lorsque la résidence choisie par le mari présente pour la famille des dangers d'ordre physique ou d'ordre moral, la femme peut, par exception, être autorisée à avoir pour elle et ses enfants une autre résidence fixée par le juge.

Cette autorisation peut être accordée sur requête présentée à un juge de la Cour supérieure, après signification au mari.

CHAPTER 66

An Act respecting the legal capacity of married women

[Assented to June 18th 1964]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Articles 174 to 184 of the Civil Code are replaced by the following:

C.C., arts.
174-184,
replaced.

"174. The wife participates with the husband in ensuring the moral and material control of the family, in providing for its maintenance, in bringing up the children and preparing their establishment in life.

The wife exercises these functions alone when the husband is unable to make his will known by reason of his incapacity, absence, remoteness, or other cause.

"175. A wife is obliged to live with her husband, and must follow him and reside wherever he fixes the residence of the family. The husband is bound to receive her there.

When the residence chosen by the husband exposes the family to dangers of a physical or moral nature, the wife may, by exception, be authorized to take up for herself and her children another residence fixed by the judge.

Such authorization may be given upon a petition to a judge of the Superior Court, after service upon the husband.

"176. Le mari est obligé de fournir à sa femme tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie selon ses facultés et son état.

"176. A husband is obliged to supply his wife with all the necessities of life according to his means and condition.

"177. La femme mariée a la pleine capacité juridique, quant à ses droits civils, sous la seule réserve des restrictions découlant du régime matrimonial.

"177. A married woman has full legal capacity as to her civil rights, subject only to such restrictions as arise from her matrimonial regime.

"178. Chacun des époux peut donner à l'autre mandat de le représenter dans l'exercice des droits et pouvoirs que le régime matrimonial lui attribue.

"178. Each consort may give the other a mandate to represent him or her in the exercise of his or her rights and powers under the matrimonial regime.

"179. Le conjoint, quoique mineur, peut donner son concours ou son consentement dans tous les cas où il est nécessaire.

"179. A consort, although a minor, may give his concurrence or consent in all cases in which it is necessary.

"180. La femme mariée a, sous tous les régimes, le pouvoir de représenter le mari pour les besoins courants du ménage et l'entretien des enfants y compris les soins médicaux et chirurgicaux.

"180. A married woman has, under any regime, the power to represent her husband for the current needs of the household and the maintenance of the children including medical and surgical care.

Les actes ainsi accomplis par la femme obligent le mari envers les tiers, à moins qu'il n'ait retiré à la femme le pouvoir de faire les actes dont il s'agit, et que les tiers n'aient eu connaissance de ce retrait au moment où ils ont traité avec elle.

Acts thus done by the wife bind the husband towards a third person, unless he has withdrawn from his wife the power to do such acts and the third person had knowledge of such withdrawal when he dealt with her.

"181. La femme mariée peut exercer une profession distincte de celle de son mari.

"181. A married woman may engage in a calling distinct from that of her husband.

"182. La femme commune en biens qui exerce un négoce sans le consentement de son mari et sans l'autorisation de la justice n'engage la communauté que jusqu'à concurrence du profit que cette dernière en retire.

"182. A wife common as to property who carries on a trade without her husband's consent or judicial authorization does not obligate the community beyond the amount of benefit it derives from it.

Une femme commune en biens qui exerce un négoce avec le consentement exprès ou présumé de son mari l'oblige aussi pour tout ce qui concerne ce négoce.

A wife common as to property who carries on a trade with the consent express or implied of her husband also obligates him for all that relates to such trade.

Les engagements pris par la femme commune en biens dans l'exercice de son négoce ne sont pas opposables au mari si les tiers avec lesquels elle contracte ont connaissance du défaut de consentement du mari au moment où ils traitent avec elle.

The obligations contracted by a wife common as to property in the course of her trade are not binding upon the husband if the third persons with whom she contracts have knowledge of the lack of his consent at the time they contract with her.

Les tiers sont censés avoir acquis cette connaissance à compter du jour où le mari a déposé au bureau de protonotaire de la Cour supérieure du district où a lieu ce négoce une déclaration à l'effet qu'il s'exerce sans son consentement.

La femme commune en biens qui exerce un négoce avec l'autorisation de la justice oblige la communauté pour tout ce qui concerne ce négoce.

Cette autorisation est demandée par requête signifiée au mari, et n'est accordée que sur preuve que son refus n'est pas justifié par l'intérêt de la famille.

"183. L'époux qui veut vendre, aliéner, hypothéquer ou nantir des biens, lorsque le concours ou le consentement de son conjoint est nécessaire, peut être autorisé par un juge de la Cour supérieure à le faire sans ce concours ou ce consentement, si son conjoint est hors d'état de manifester sa volonté par incapacité, absence, éloignement ou toute autre cause, ou si le refus de celui-ci n'est pas justifié par l'intérêt de la famille.

L'acte passé en conformité de cette autorisation est opposable à l'autre conjoint.

"184. La femme mariée majeure a pleine liberté de tester."

C. c., aa.
194 et 195,
rempl.

2. Les articles 194 et 195 du dit code sont remplacés par les suivants:

"194. La femme qui veut obtenir la séparation de corps doit demander, par requête adressée à un juge de la Cour supérieure, l'autorisation de se retirer pendant le procès dans un lieu qu'elle indique.

"195. Le juge peut autoriser la femme à se retirer au lieu qu'il désigne."

Id., a. 210,
ab.

3. L'article 210 du dit code est abrogé.

Id., a. 282,
mod.

4. Le paragraphe 3 de l'article 282 du dit code, remplacé par l'article 9 de la loi

Third persons shall be deemed to have such knowledge from the date that the husband has deposited with the prothonotary of the Superior Court of the district where such trade is carried on a declaration that it is carried on without his consent.

The wife common as to property who carries on a trade with judicial authorization obligates the community for all that relates to such trade.

Such authorization is sought by a petition served upon the husband, and is granted only upon proof that his refusal is not justified in the family interest.

"183. The consort who wishes to sell, alienate, hypothecate or pledge property, when the concurrence or consent of the other consort is necessary, may be authorized by a judge of the Superior Court to do so without such concurrence or consent, if the other consort is unable to make his or her will known by reason of incapacity, absence, remoteness or any other cause, or if the refusal of the latter is not justified in the family interest.

A deed made in conformity with such authorization may be invoked against the other consort.

"184. A married woman who is of age has full freedom to make a will."

2. Articles 194 and 195 of the said code are replaced by the following:

C.C., arts.
194, 195,
replaced.

"194. A wife who wishes to obtain a separation from bed and board must apply, by petition addressed to a judge of the Superior Court, for authorization to withdraw pending the suit to a place indicated by her.

"195. The judge may authorize the wife to withdraw to the place designated by him."

3. Article 210 of the said code is repealed.

Id., art.
210, re-
pealed.

4. Paragraph 3 of article 282 of the said code, replaced by section 9 of the

Id., art.
282, am.

21 George V, chapitre 101, est de nouveau remplacé par le suivant:

"3. Les femmes mariées communes en biens, sauf du consentement de leur mari;"

C. c., a.
283, remp.

5. L'article 283 du dit code, remplacé par l'article 10 de la loi 21 George V, chapitre 101, est de nouveau remplacé par le suivant:

"**283.** La femme qui a été nommée tutrice ne peut continuer l'exécution de cette charge du jour où elle se marie ou se remarie sous le régime de la communauté de biens, à moins que son mari ne lui accorde son consentement, auquel cas ce dernier devient responsable de la gestion des biens du mineur pendant le mariage.

En l'absence de ce consentement, le mari est responsable de cette gestion jusqu'à ce qu'un nouveau tuteur soit nommé."

Id.,
a. 336o,
remp.

6. L'article 336o du dit code est remplacé par le suivant:

"**336o.** La femme ou le fils majeur d'une personne ainsi interdite peut être nommé son curateur.

Lorsque cette charge est dévolue à la femme de l'interdit, elle a tous les pouvoirs des curateurs des interdits pour cause de prodigalité."

Id., a. 643,
mod.

7. Le premier alinéa de l'article 643 du dit code est remplacé par le suivant:

"**643.** La femme mariée commune en biens ne peut accepter une succession qu'avec le consentement de son mari ou l'autorisation de la justice."

Id., a. 763,
mod.

8. Le quatrième alinéa de l'article 763 du dit code est remplacé par le suivant:

"La femme mariée commune en biens doit avoir le consentement de son mari, tant pour faire que pour accepter une donation entre vifs."

Id., a. 906,
remp.

9. L'article 906 du dit code est remplacé par le suivant:

act 21 George V, chapter 101, is again replaced by the following:

"3. A married woman common as to property, except with the consent of her husband;"

5. Article 283 of the said code, replaced by section 10 of the act 21 George V, chapter 101, is again replaced by the following: C.C., art. 283, replaced.

"**283.** A woman who has been appointed to a tutorship cannot remain in office after the day on which she marries or remarries under the regime of community of property, unless her husband consents, in which case he becomes responsible for the administration of the minor's property during the marriage.

If the husband does not consent, he is responsible for such administration until a new tutor is appointed."

6. Article 336o of the said code is replaced by the following: Id., art. 336o, replaced.

"**336o.** The wife or the son of full age of any person so interdicted may be appointed his curator.

When the wife of the person interdicted has been appointed, she has all the powers of curators to persons interdicted for prodigality."

7. The first paragraph of article 643 of the said code is replaced by the following: Id., art. 643, am.

"**643.** A married woman common as to property cannot accept a succession without her husband's consent or a judicial authorization."

8. The fourth paragraph of article 763 of the said code is replaced by the following: Id., art. 763, am.

"A wife common as to property must have her husband's consent to make or to accept a gift *inter vivos*."

9. Article 906 of the said code is replaced by the following: Id., art. 906, replaced.

"906. La femme mariée commune en biens ne peut accepter l'exécution testamentaire qu'avec le consentement de son mari.

Si l'exécutrice testamentaire, fille ou veuve, se marie en communauté de biens, alors qu'elle est en possession de sa charge, elle ne la perd pas de plein droit, mais a besoin du consentement de son mari pour continuer à la remplir.

La femme mariée séparée de biens peut accepter l'exécution testamentaire."

"906. A married woman common as to property cannot accept testamentary executorship without her husband's consent.

A single woman or widow who marries under the regime of community of property while she is a testamentary executrix does not forfeit her office by sole operation of law, but requires the consent of her husband to continue the exercise of such office.

A married woman separate as to property may accept testamentary executorship."

C. c., a.
1011,
remp.

10. L'article 1011 du dit code est remplacé par le suivant:

"1011. Lorsque les mineurs ou les interdits sont admis, en ces qualités, à se faire restituer contre leurs contrats, le remboursement de ce qui a été, en conséquence de ces engagements, payé pendant la minorité ou l'interdiction, n'en peut être exigé, à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été ainsi payé a tourné à leur profit."

10. Article 1011 of the said code is replaced by the following: C.C., art. 1011, replaced.

"1011. When minors or interdicted persons are admitted in these qualities to be relieved from their contracts, the reimbursement of that which has been paid in consequence of these contracts, during the minority or interdiction, cannot be exacted, unless it is proved that what has been so paid has turned to their profit."

Id.,
a. 1259,
remp.

11. L'article 1259 du dit code est remplacé par le suivant:

"1259. Ainsi les époux ne peuvent déroger aux droits conférés aux époux par le titre *De la Puissance Paternelle*, et par le titre *De la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation*."

11. Article 1259 of the said code is replaced by the following: Id., art. 1259, replaced.

"1259. Thus the consorts cannot derogate from the rights conferred upon the consorts by the title *Of Paternal Authority* and the title *Of Minority, Tutorship and Emancipation*."

Id.,
a. 1292,
remp.

12. L'article 1292 du dit code, remplacé par l'article 16 de la loi 21 George V, chapitre 101, est de nouveau remplacé par le suivant:

"1292. Le mari administre seul les biens de la communauté.

Il ne peut, sans le concours de sa femme, vendre, aliéner ou hypothéquer les immeubles de la communauté mais il peut, sans ce concours, vendre, aliéner ou nantir les biens meubles autres que les fonds de commerce et les meubles meublants affectés à l'usage du ménage.

Sauf les dispositions de la Loi de l'assurance des maris et des parents, le mari ne peut, sans le concours de sa femme, disposer entre vifs à titre gratuit des biens

12. Article 1292 of the said code, replaced by section 16 of the act 21 George V, chapter 101, is again replaced by the following: Id., art. 1292, replaced.

"1292. The husband alone administers the property of the community.

He cannot sell, alienate or hypothecate without the concurrence of his wife any immoveable property of the community but he can, without such concurrence, sell, alienate or pledge any moveable property other than a business or than household furniture in use by the family.

Saving the provisions of The Husbands' and Parents' Life Insurance Act, the husband cannot, without the concurrence of his wife, dispose by gratuitous title

de la communauté, excepté des sommes modiques et les présents d'usage."

inter vivos of the property of the community, except small sums of money and customary presents."

C. c.,
a. 1294,
remp.

13. L'article 1294 du dit code est remplacé par le suivant:

13. Article 1294 of the said code is replaced by the following: C.C., art. 1294, replaced.

"1294. Les condamnations pécuniaires encourues par un époux pour crime ou délit peuvent se poursuivre sur les biens de la communauté."

"1294. Pecuniary condemnations incurred by a consort for criminal offences or misdemeanors may be recovered out of the property of the community."

Id., aa.
1296 à
1298,
remp.

14. Les articles 1296, 1297 et 1298 du dit code sont remplacés par les suivants:

14. Articles 1296, 1297 and 1298 of the said code are replaced by the following: Id., arts. 1296-1298, replaced.

"1296. Sauf le cas de l'article 180, les actes faits par la femme sans le consentement du mari ou l'autorisation de la justice, n'engagent les biens de la communauté que jusqu'à concurrence du profit qu'elle en retire.

"1296. Saving the case of article 180, acts done by the wife without her husband's consent or judicial authorization do not affect the property of the community beyond the amount of the benefit it derives from them.

"1297. La femme a l'administration de tous ses biens personnels, mais à charge de verser à la communauté les revenus qu'elle en perçoit.

"1297. The wife has the administration of all her private property, but must turn over to the community the revenue she receives therefrom.

Elle exerce seule toutes ses actions mobilières et possessoires.

She exercises alone all her moveable and possessory actions.

Elle ne peut, sans le consentement de son mari, vendre, aliéner ou hypothéquer ses immeubles personnels, mais elle peut, sans ce consentement, vendre, aliéner ou nantir ses biens meubles autres que les fonds de commerce et les meubles meublants affectés à l'usage du ménage.

She cannot sell, alienate or hypothecate her immoveable property without her husband's consent but she can, without such consent, sell, alienate or pledge her moveable property other than a business or than household furniture in use by the family.

"1298. Le mari peut, sur requête signifiée à sa femme et adressée à un juge de la Cour supérieure du district du domicile des conjoints, obtenir le retrait partiel ou entier de ces pouvoirs, ainsi que le droit d'administrer lui-même les biens personnels de sa femme et d'exercer les actions mobilières et possessoires qui s'y rapportent, lorsqu'il y a:

"1298. The husband may, by petition served upon his wife and addressed to a judge of the Superior Court of the district of the domicile of the consorts, obtain the withdrawal, in whole or in part, of such powers, and the right to administer himself the private property of his wife and to exercise the moveable and possessory actions relating thereto, when there is:

1° refus de rendre compte au mari, sur demande, des revenus de ses biens personnels; ou

1. refusal to account to the husband, on demand, for the revenue of her private property; or

2° abus du pouvoir d'administration ou mauvaise gestion.

2. abuse of the power of administration or bad management.

Le jugement rendu sur cette requête est exécutoire, nonobstant appel.

The judgment rendered upon such petition shall be executory, notwithstanding any appeal.

Le juge peut, même lorsque ce jugement est devenu définitif, le modifier, sur requête de l'un ou de l'autre conjoint, s'il est d'avis que les circonstances le justifient.

Les jugements rendus en vertu du présent article ne sont pas opposables aux tiers qui n'en ont pas connaissance.

Le juge peut, en cas d'urgence, enjoindre de surseoir à tout acte que la femme se propose de passer avec un tiers."

The judge may, even after the judgment has become final, amend it, upon the petition of either consort, if he is of opinion that the circumstances justify it.

The judgments rendered under the present article may not be invoked against third persons who have no knowledge of them.

The judge may, in an urgent case, order the stay of any act or deed that the wife proposes to enter into with a third person."

C. c.,
a. 1299,
remp.

15. L'article 1299 du dit code est remplacé par le suivant:

"**1299.** Les baux que la femme fait de ses biens ne peuvent excéder neuf ans sans le consentement du mari."

15. Article 1299 of the said code is replaced by the following: C.C., art. 1299, replaced.

"**1299.** Leases of her property made by the wife cannot exceed nine years without the consent of her husband."

Id., a.
1300, ab.

16. L'article 1300 du dit code est abrogé.

16. Article 1300 of the said code is repealed. Id., art. 1300, repealed.

Id.,
a. 1318,
remp.

17. L'article 1318 du dit code, remplacé par l'article 22 de la loi 21 George V, chapitre 101, est de nouveau remplacé par le suivant:

"**1318.** La femme séparée soit de corps et de biens, soit de biens seulement, reprend l'administration, la jouissance et la libre disposition de ses biens."

17. Article 1318 of the said code, replaced by section 22 of the act 21 George V, chapter 101, is again replaced by the following: Id., art. 1318, replaced.

"**1318.** The wife, when separated from bed and board or as to property only, regains the administration, enjoyment and free disposal of her property."

Id.,
a. 1415,
remp.

18. Le dit code est modifié en remplaçant l'article 1415 par le suivant:

"**1415.** Les femmes qui, avant le 1er juillet 1964, se sont mariées sous le régime visé à l'article 1416 avant son abrogation ont, sous réserve de leur contrat de mariage, la capacité et les droits reconnus depuis cette date aux femmes communes en biens."

18. The said code is amended by replacing article 1415 by the following: Id., art. 1415, replaced.

"**1415.** A wife who was married before July 1st, 1964, under the regime contemplated in article 1416 before its repeal shall have, subject to her contract of marriage, the capacity and rights to be enjoyed after that date by a wife common as to property."

Id., aa.
1416 à
1421, ab.

19. Les articles 1416 à 1421 du dit code sont abrogés.

19. Articles 1416 to 1421 of the said code are repealed. Id., arts. 1416-1421, repealed.

Id.,
a. 1422,
remp.

20. L'article 1422 du dit code, remplacé par l'article 25 de la loi 21 George V, chapitre 101, est de nouveau remplacé par le suivant:

"**1422.** Lorsque les époux ont stipulé par leur contrat de mariage qu'ils seront séparés de biens, la femme conserve l'ad-

20. Article 1422 of the said code, replaced by section 25 of the act 21 George V, chapter 101, is again replaced by the following: Id., art. 1422, replaced.

"**1422.** When the consorts have stipulated by their marriage contract that they shall be separate as to property, the

ministration, la jouissance et la libre disposition de ses biens meubles et immeubles."

C. c.,
a. 1424,
remp.

21. L'article 1424 du dit code est remplacé par le suivant:

"1424. Aucune aliénation d'immeuble faite avant le 13 février 1964 par une femme séparée de biens ne peut être invalidée pour cause de défaut de consentement de son mari, à moins que la nullité n'en soit prononcée dans une instance commencée avant le 1er septembre 1964 et qu'un avis de l'institution de l'action ne soit enregistré sur l'immeuble avant le 1er octobre 1964.

Si avant le 1er octobre 1964 le mari fait enregistrer sur un immeuble de sa femme séparée de biens une déclaration qu'il s'oppose à l'aliénation de cet immeuble sans son consentement, la femme ne peut l'aliéner ultérieurement sans ce consentement ou sans l'autorisation de la justice."

Id., aa.
1425a à
1425c,
remp.

22. Les articles 1425a, 1425b et 1425c du dit code, édictés par l'article 27 de la loi 21 George V, chapitre 101, sont remplacés par les suivants:

"1425a. A peine de nullité de toute convention au contraire, les produits du travail personnel de la femme commune en biens, les économies qui en proviennent et les meubles ou immeubles qu'elle acquiert en en faisant emploi sont réservés à l'administration de la femme, et elle en a la jouissance et la libre disposition.

Elle ne peut, cependant, les aliéner à titre gratuit sans le concours de son mari.

Ces biens ne comprennent pas les gains résultant du travail commun des époux.

"1425b. L'article 1298 s'applique aux pouvoirs mentionnés à l'article 1425a au cas d'abus ou de mauvaise gestion.

"1425c. La capacité de la femme qui exerce ces pouvoirs est présumée en faveur des tiers de bonne foi, s'il y a déclaration écrite de sa part qu'elle exerce

wife retains the administration, enjoyment and free disposal of her moveable and immoveable property."

21. Article 1424 of the said code is replaced by the following: C.C., art. 1424, replaced.

"1424. No alienation of immoveable property made before February 13th, 1964, by a wife separate as to property shall be invalid for lack of her husband's consent, unless it is declared null in proceedings instituted before September 1st, 1964, and a notice of the institution of such proceedings is registered against the immoveable before October 1st, 1964.

If before October 1st, 1964, the husband causes to be registered against an immoveable of his wife separate as to property a declaration that he opposes the alienation of such immoveable without his consent, the wife cannot afterwards alienate it without such consent or without judicial authorization."

22. Articles 1425a, 1425b and 1425c Id., arts. 1425a-1425c, replaced.
of the said code, enacted by section 27 of the act 21 George V, chapter 101, are replaced by the following:

"1425a. On pain of the nullity of any covenant to the contrary, the proceeds of the personal work of the wife common as to property, the economies therefrom and the moveable or immoveable property she acquired by investing the same, are reserved to the administration of the wife and she has the enjoyment and free disposal of them.

She cannot, however, alienate them by gratuitous title without the concurrence of her husband.

Such property shall not include the earnings from the joint work of the consorts.

"1425b. Article 1298 shall apply to the powers mentioned in article 1425a in the case of abuse or bad management.

"1425c. The capacity of the wife who exercises such powers shall be presumed in favour of third persons in good faith, if there is a declaration in writing

une profession distincte de celle de son mari."

C. c.,
a. 1425e,
rempl.

23. L'article 1425e du dit code, édicté par le dit article, est remplacé par le suivant:

"**1425e.** Les créanciers de la femme peuvent poursuivre le paiement de leurs créances sur ces biens réservés.

Les créanciers du mari ou de la communauté peuvent aussi le faire pour dettes contractées dans l'intérêt du ménage."

Id.,
a. 1425f,
mod.

24. L'article 1425f du dit code, édicté par le dit article, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"**1425f.** Les biens réservés entrent dans le partage de la communauté."

Id., a.
1425g, ab.

25. L'article 1425g du dit code, édicté par le dit article, est abrogé.

C. p. c.,
a. 1101,
rempl.

26. L'article 1101 du Code de procédure civile est remplacé par le suivant:

"**1101.** La femme qui veut obtenir la séparation de corps doit demander au juge, par requête contenant succinctement l'exposé des faits qui peuvent justifier cette demande, avec affirmation sous serment, à être autorisée à se retirer pendant le procès dans un lieu qu'elle indique et à y porter les effets qui lui sont nécessaires.

Cette requête doit être signifiée au mari, si le juge l'ordonne."

Femmes
mariées
avant
l'entrée en
vigueur de
la loi.

27. Les femmes qui se sont mariées avant l'entrée en vigueur de la présente loi ont désormais la capacité et les droits qu'elle leur reconnaît suivant leur régime matrimonial.

Restric-
tion.

Le présent article et l'article 18 ne portent atteinte à aucun contrat, ni à aucune obligation existants.

Causes
pendan-
tes.

Toute action intentée avant l'entrée en vigueur de la présente loi peut être continuée comme si elle n'avait pas été adoptée.

Entrée en
vigueur.

28. La présente loi entre en vigueur le 1er juillet 1964.

by her that she is engaged in a calling distinct from that of her husband."

23. Article 1425e of the said code, C.C., enacted by the said section, is replaced art. 1425e, replaced.

"**1425e.** The creditors of the wife may proceed for the payment of their claims against such reserved property.

The creditors of the husband or of the community may also do so for debts contracted in the interest of the household."

24. Article 1425f of the said code, Id., art. enacted by the said section, is amended 1425f, am. by replacing the first paragraph by the following:

"**1425f.** The reserved property shall be included in the partition of the community."

25. Article 1425g of the said code, Id., art. enacted by the said section, is repealed. 1425g, re-
pealed.

26. Article 1101 of the Code of Civil C.C.P., Procedure is replaced by the following: art. 1101, replaced.

"**1101.** A wife who desires a separation from bed and board must apply to a judge, by a petition giving a summary statement of the facts which give rise to her application, with an affirmation under oath, to be allowed to withdraw pending the suit to a place which she indicates and to convey to such place the effects necessary for her use.

The petition must be served upon her husband, if the judge so orders."

27. Women who married before the coming into force of this act shall henceforth have the capacity and rights that it grants them according to their matrimonial regime.

This section and section 18 shall not affect any existing contract or obligation. Excep-
tion.

Any action instituted before the coming into force of this act may be continued as if this act had not been passed. Pending actions.

28. This act shall come into force on the 1st of July 1964. Coming into force.